

Les agents « ne sont pas seuls »

L'association Assopol lutte depuis trois ans contre les suicides dans la police, la gendarmerie et l'administration pénitentiaire. Un phénomène qui préoccupe de plus en plus, alors que le Beauvau de la sécurité s'achève demain

Yoann Boffo
y.boffo@sudouest.fr

Il faut imaginer un sac à dos. Au départ léger et facile à porter, il se charge rapidement de la douleur des autres et du poids du danger. « Ce bagage de souffrances, les policiers et gendarmes le triment en permanence. Ils ont souvent affaire à ce qu'il y a de plus moche dans la société. Sans échappatoire psychologique, la situation peut finir par exploser », image Cyril Cros, cofondateur d'Assopol. La jeune association œuvre depuis trois ans pour prévenir les suicides chez les gendarmes, policiers nationaux, municipaux et ferroviaires, douaniers et personnels de l'administration pénitentiaire, et cherche actuellement à se faire connaître.

Peur d'être désarmé

Depuis le 1^{er} janvier 2021, 40 membres des forces de l'ordre ont volontairement mis fin à leurs jours en France. Aucun passage à l'acte n'a été enregistré dans une zone recouvrant l'ancienne Aquitaine, pour laquelle Cyril Cros est le référent. Ce chiffre ne doit pourtant pas occulter des situations de mal-être bien réelles. Dans le même temps, Assopol a été sollicitée environ 200 fois par des

personnels de la région en détresse.

Les 17 bénévoles actifs dans toute la France, souvent eux-mêmes membres des forces de l'ordre, passent de service en service. Ils aiguillent, en complément des solutions de soutien psychologique existantes au sein de l'administration.

« Beaucoup n'osent pas enclencher les démarches, pousser la porte du psychologue du travail, explique Cyril Cros, lui-même policier à Bordeaux. Il y a la peur d'être vu et, surtout, celle d'être désarmé. Ce n'est

« La dépression nous ferme à tout, y compris à notre compagne, nos enfants »

pas pour l'arme en elle-même. En être privé signifie être mis à l'écart des interventions, ne plus être capable d'assister les collègues en cas de coup dur. C'est cela qui est difficile à accepter. »

Le bénévole sait de quoi il parle. Lui-même a mis des années à surmonter le tabou de l'aide psychologique et à « saisir la main tendue ». Des années de mal-être et d'une vie privée empoisonnée avant un burn-out et



Cyril Cros a cofondé Assopol. V.B.

six mois d'hospitalisation. « Sur le moment, on ne se rend pas compte. La dépression nous ferme à tout, y compris à notre compagne, nos enfants. Chacun est différent mais avec mon vécu, je m'attache à leur dire qu'ils ne sont pas seuls. »

« Un trop-plein »

Pas de confessions extirpées au pied-de-biche ni de jugement hâtif. « Nous ne sommes pas médecins, nous créons un échange », explique Cyril Cros. Proposer sans imposer. Si ce n'est pas le psychologue du travail, ce peut être un centre médico-psychologique du territoire, les urgences, une autre association, voire des thérapies

du privé. « Nous cherchons à mettre en lumière les possibilités, à créer l'impulsion. »

Du commissaire à l'emploi jeune, Assopol vient en aide à tous types de profils, partout en France. Son expérience grandissante lui permet toutefois d'identifier des dénominateurs communs dans les situations de fragilité.

« Parmi les postes compliqués, on peut citer police secours, souvent les premiers arrivés sur les lieux, les agents affectés à l'accueil du public ou à la prise de plaintes, liste Cyril Cros. Ils sont en contact direct avec des situations de détresse. Leur travail les amène à prendre une part de cette souffrance pour ra-

PARTOUT EN FRANCE

Assopol recueille des paroles de détresse partout en France.

« C'est globalement la même chose dans toutes les régions. C'est bien qu'il y a un problème de fond, note Cyril Cros. Il y a partout la même boule au ventre face à une délinquance qui n'a plus vraiment de limite. » Selon le bénévole, l'accroissement de l'activité estivale sur les côtes landaises et basques ou la multiplication des violences urbaines à Bordeaux se répercutent directement sur l'activité de l'association.

mener leurs interlocuteurs vers plus de rationalité, pouvoir recueillir leur témoignage. »

80 % des appels à l'aide concernent des agents dans la quarantaine, avec une vingtaine d'années de service. « Cela nous a frappés. C'est une génération qui a connu la police de proximité avant de passer au tout répressif en sachant très bien que cela ne fonctionne pas », croit Cyril Cros.

Le bénévole-policier, également délégué CFTC, cite également les horaires à rallonge et les congés refusés faute d'effectifs, les insultes anti-flics, les locaux ou le matériel vétustes. Le mal-être ne se résume pas à une cause. « C'est un trop-plein. »

bpifrance
SERVIR L'AVENIR

ENTREPRENEURS,

**CONQUÉRIR
C'EST
GRANDIR**



bpifrance inno generation

7 OCTOBRE 2021
ACCOR ARENA - PARIS

#BIG2021
BPIFRANCE.FR

